



Journées d'études 24 & 25 avril 2019

---

# L'Algérie proteste

---

Premiers retours sur les  
mobilisations de 2019 et leurs effets

Coord. scientifique : Amin Allal, CNRS



La situation politique en Algérie, marquée par un élan collectif massif de mobilisations qui a débuté en février 2019 contre le cinquième mandat du président de la République, offre une opportunité formidable pour l'analyse en sciences sociales du politique. Elle permet de tester les connaissances sur la réalité politique algérienne. Contrairement à ce que des routines explicatives « mécanistes » ont imposé, l'Algérie n'est pas une société politique figée. Pour qui veut bien l'observer attentivement, la société algérienne est en mouvement perpétuel et cela n'est pas totalement nouveau. C'est à ces questions que se proposent de se consacrer ces journées d'études.

Ces dernières décennies, les images se sont multipliées d'un désintérêt politique des masses et des jeunes algériennes gagnées au désir consumériste et à l'exil, d'une répétition d'événements protestataires sans effets supposés (qualifiés souvent d'émeutes apolitiques), d'une organisation ambiguë de l'opposition

au régime. A cela s'ajoute le fameux syndrome « du plus jamais ça » : l'hypothétique repoussoir que constitueraient les années de guerre civile dans l'organisation de protestations. Tout semble converger pour donner sa force explicative au constat d'une supposée apathie politique généralisée des citoyens. A longueur d'éditoriaux ou d'analyses expertes- souvent à distance- tout ou presque serait lié à la politique de la rente (et son effet le clientélisme) et à la peur de la décennie noire (des « islamistes », de la violence armée de l'État...). In fine, la politique était toute entière simplifiée en un jeu de coterie et de retournements discrets de palais dont on ne connaît en réalité que peu

d'éléments tangibles. Le régime politique - le « système » - tenait avant tout car solidement arrimé à une force répressive étatique importante, à une économie politique de redistribution tournant autour de la manne extractive et à un récit performant sur la violence massive des années 90... Il semblait écrit que les algériens ne pouvaient massivement se mobiliser.

Si la nouvelle séquence de ce début 2019 constitue en soi un défi à ces lectures, ces journées d'études seront l'occasion d'actualiser et de tester nos connaissances sur les comportements politiques en Algérie. Contrairement aux lectures surplombantes qui font écran aux dynamiques anthropologiques et historiques profondes de politisation des acteurs sociaux, les intervenant.e.s, en s'appuyant sur des enquêtes récemment réalisées, débattront de la force et des faiblesses du surgissement protestataire de 2019. Ces échanges permettront en outre de réfléchir à nouveaux frais sur les relations entre protestations collectives et changements de régime. Ces dernières, au cœur des explications des mouvements de 2011 au Maghreb et au Moyen-Orient, semblent de nouveau à l'ordre du jour en Algérie ainsi qu'au Soudan.

**24 avril : 17h30-19h30****Session 1 : La « résilience du système » à l'épreuve**

La nouvelle séquence politique ouverte en ce début 2019 nous permet de remettre sur le métier les connaissances sur les modes de domination politique de ces dernières décennies. Si les tractations et équilibres entre groupes aux commandes de l'État (notamment ceux issus de l'armée) ont constitué un des récits du pouvoir politique, les (en)jeux des institutions (notamment la réalité d'un champ partisan sous contrôle) mais aussi le contrôle des « marges de l'État » sont autant de processus autoritaires à interroger aujourd'hui pour comprendre la dynamique politique en cours :

Comment interpréter l'évolution du champ politique algérien ? Quelles continuités et ruptures dans les « jeux d'alliances » qui permettaient la stabilisation du régime ? Que devient le contrôle aux « marges de l'État » dans cette situation ?

**Cherif Dris, École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information, Alger.**

**Amar Mohand-Amer, Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle, CRASC, Oran.**

**25 avril : 10h-12h****Session 2 : Ce que l'évènement fait aux acteurs et formes de contestation**

Lors de cette deuxième session, les invité.e.s débattront du devenir des acteurs collectifs organisés d'opposition ou de contestation (syndicaux, partisans ou associatifs). A partir des éléments empiriques nouveaux, il sera question des adaptations et actualisations des individus et collectifs dans une situation où ils font face à un mouvement large dont ils ne sont pas les principaux initiateurs/porteurs :

Comment s'organisent aujourd'hui les coordinations nées au lendemain des « printemps arabes » ? Quelles options sont choisies par les partis politiques historiques ? Quel est le rôle des syndicats et des associations « autonomes » notamment étudiantes ? Quelles nouvelles structures émergent et comment ces « anciens acteurs » s'y positionnent ? Quels sont les effets du ralliement des acteurs relativement proches du régime (UGTA, associations, figures outsiders...) ?

**Layla Baamara, CHERPA, IEP Aix-en-Provence.**

**Siham Beddoubia, Université d'Oran 2.**

**Naoual Belakhdar, Freie Universität, Berlin.**

**Laurence Dufresne Aubertin, CHERPA, IEP Aix-en-Provence.**

**25 avril : 13h30-15h30****Session 3 : Que disent les mobilisé.e.s ? Emotions, slogans et performances**

Au cours de cette troisième session nous étudierons les slogans, les performances collectives, fussent-ils contingents, et les émotions qui s'expriment. Comment les gens nomment-ils les événements vécus ? Rapportés aux propriétés sociales de leurs auteur.e.s et aux ancrages socio-territoriaux, l'idée de cette restitution est d'interroger le renouvellement du répertoire d'action collective :

Quels modes d'action sont privilégiés, comment sont pensées, imaginées ces pratiques ? Comment circulent-elles, entre quels mondes sociaux ? Quelles sont les routines et le degré d'innovation de ces pratiques ? Quels sont les effets de ces modes d'action sur les mobilisations : entraîner plus de gens, sélectionner les participant.e.s, se distinguer ? Comment est posée la question de la violence et/ou des limites de la mobilisation ?

**Malik Aboudjil, IRMC Tunis, EHESS Paris.****Saphia Arezki, CHERPA, IEP Aix-en-Provence.****Giulia Fabbiano, ERC Dream, CHSMC, Paris.****Farida Souiah, LAMES, Aix-Marseille Université.****Intervenant.e.s:****Malik Aboudjil, IRMC Tunis,  
EHESS Paris.****Saphia Arezki, CHERPA, IEP Aix-  
en-Provence.****Layla Baamara, CHERPA, ERC  
Dream, IEP Aix-en-Provence,  
Université de Rouen.****Siham Beddoubia, Université  
d'Oran 2.****Naoual Belakhdar, Freie  
Universität, Berlin.****Cherif Dris, ENSJ, Alger.****Laurence Dufresne Aubertin,  
CHERPA, IEP Aix-en-Provence.****Giulia Fabbiano, ERC Dream,  
CHSMC, Paris.****Amar Mohand-Amer, CRASC,  
Oran.****Farida Souiah, LAMES,  
LabexMed, Université Aix-  
Marseille.**